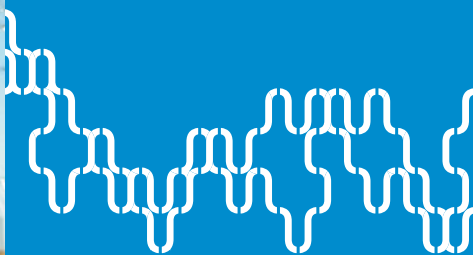




20

RAPPORT ANNUEL

24



FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION

Mettons le monde en mouvement

Sommaire

- 3 LA FGC EN BREF**
- 4 L'ÉDITORIAL DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE**



6 LA FGC EN 2024

- 7 Nombreuses activités de plaidoyer contre les coupes budgétaires
- 8 Adaptation au changement climatique : focus sur les solutions portées par la coopération
- 10 La justice climatique et sociale au cœur de la Conférence annuelle
- 11 Dernière année sous le signe de la stratégie 2021-2024
- 12 Partage des savoirs : les points forts 2024
- 13 Première visite de projets conjointe entre la FGC et la FOSIT
- 14 Audience en hausse sur Léman Bleu
- 15 Nouveaux visages au Secrétariat



16 LES PROJETS FINANCÉS PAR LA FGC EN 2024

- 17 Trois plans d'action et 124 projets financés en 2024
- 18 Des projets menés sur quatre continents

- 24 La contribution des projets à la réalisation des ODD
- 26 Promouvoir les droits des femmes et des filles au Pérou
- 27 Promouvoir l'agroécologie et améliorer la nutrition en Ouganda
- 28 Améliorer la santé des femmes enceintes, des mères et de leurs bébés au Burkina Faso
- 29 Renforcer l'inclusion scolaire des enfants en situation de handicap au Salvador
- 30 Pour ses 40 ans, emp'ACT fait des vagues à Genève
- 31 Bonnes pratiques dans l'accès aux soins pour les personnes vulnérables au VIH/sida en Bolivie



32 INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

- 33 Renouvellement des accords-cadres en vue de la période 2025-2028
- 34 Renforcement du FEDERESO en 2024
- 35 Liste des instances
- 36 Les contributions reçues en 2024
- 37 Le bilan et les comptes d'exploitation
- 40 Les 61 organisations membres de la FGC
- 42 Liste détaillée des OM

← **Photo de couverture** : une femme gardienne de l'eau, bénéficiaire d'un projet soutenu par emp'ACT avec son partenaire Descosur, au Pérou, sur les hauts plateaux andins. Ce projet vise à renforcer le rôle des femmes dans la gestion durable des ressources en eau. © Descosur/emp'ACT

La FGC en bref

LE SENS DE NOS ACTIONS

Lutter contre
la pauvreté
et les inégalités

Promouvoir
un monde solidaire
et durable

Favoriser
l'équité et l'égalité
de genre

NOS MISSIONS

SOUTENIR la conception de projets de développement et assurer leur suivi



+100 +2 millions
PROJETS / AN BÉNÉFICIAIRES / AN¹

INFORMER la population genevoise des enjeux Nord-Sud



+300 000
PERSONNES SENSIBILISÉES / AN

¹ L'augmentation des fonds à disposition pour les projets en 2024 et une comptabilisation plus précise du nombre de bénéficiaires a permis d'ajuster plus exactement leur nombre.

ENCOURAGER le partage d'expérience et les formations entre les membres



+400
PARTICIPANT·E·S / AN

MOBILISER des fonds auprès de 28 collectivités publiques (DDC, État et Ville de Genève, 25 communes genevoises) pour financer nos missions



UN BUDGET DE
+13 millions / an

UNE FAÎTIÈRE QUI CRÉE DU LIEN ENTRE LA SUISSE ET LES PAYS DU SUD

61

ORGANISATIONS
MEMBRES

Ses organisations membres actives à Genève dans la solidarité internationale soutiennent des projets menés avec leurs partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie, aux côtés des populations vulnérables.

Tenir le cap dans un monde en mutation



Dominique Rossier, Présidente

Catherine Schümperli Younossian, Secrétaire générale

Les chiffres publiés par le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2024* sont alarmants. On y apprend que seuls 17% des cibles des ODD sont actuellement en bonne voie de réalisation, que près de la moitié affiche des progrès minimes ou modérés, et que plus d'un tiers sont au point mort ou en régression. Toujours selon ce rapport, 23 millions de personnes supplémentaires ont été poussées dans l'extrême pauvreté et le nombre de celles souffrant de la faim a augmenté de plus de 100 millions en 2022 par rapport à 2019. 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, causant des impacts majeurs sur la santé humaine, la production alimentaire et l'environnement, générant des catastrophes naturelles dévastatrices. Crises climatiques, conflits prolongés, inégalités croissantes : les défis se multiplient.

Pourtant, alors que les besoins explosent, les ressources se contractent. En 2024, pour la première fois depuis cinq ans, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE signalait une baisse d'environ 7% des montants dédiés à la coopération internationale. Le phénomène s'est encore accéléré en 2025 avec les annonces d'agences de coopération dont celles de la France, de la Suède, des Pays-Bas et de l'Allemagne, notamment. Et surtout, avec la décision brutale et fracassante du démantèlement de l'Usaid, qui fournissait près de 30% de l'aide publique au développement parmi les pays du CAD. En Suisse aussi, les coupes décidées par la Confédération pour 2025 fragilisent l'ensemble du secteur, notamment celui des ONG qui ont dû absorber une coupe de 10,5% des contributions de la DDC.

Dans ce climat tendu, la FGC a choisi de ne pas céder au repli. Elle a intensifié son plaidoyer, mobilisé les citoyen-ne-s et les élu-e-s, et affirmé haut et fort que la solidarité internationale n'est pas un luxe, mais une nécessité. Sans relâche, elle continue d'appuyer le travail de ses organisations membres. Forte de la confiance renouvelée de ses partenaires publics, elle a soutenu 124 projets sur quatre continents en 2024 et touché plus de deux millions de bénéficiaires,

comme en témoigne l'inventaire des projets soutenus mis en perspective sous l'angle des ODD et illustrés par quelques exemples présentés dans ce rapport annuel (pages 16 à 31). L'occasion de réitérer ses vifs remerciements aux collectivités publiques pour leur confiance renouvelée et leur précieux soutien financier (voir en pages 32 et 33). Ce dynamisme collectif permet à la FGC de s'imposer comme un acteur stratégique de la coopération internationale à Genève et en Suisse.

Dans ce monde en mutation, la FGC prépare l'avenir avec une grande détermination malgré un environnement géopolitique radicalement transformé et instable. Impactés par le changement climatique, les projets de développement, notamment dans l'agroécologie, la protection de la biodiversité, la gestion de l'eau, doivent proposer des solutions d'adaptation aux populations locales. Dans les contextes fragiles, la mise en œuvre de l'approche du nexus, par laquelle les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire collaborent davantage, se renforce. L'enjeu de la localisation de l'aide qui donne un rôle accru aux acteurs locaux et consolide l'ancrage des projets dans les régions d'intervention est également au centre de ses actions. Conséquence de ces crises, la gestion des projets évolue et rééquilibre les pouvoirs et les responsabilités.

Le nouveau *Programme stratégique 2025-2028*, adopté en avril 2024, trace une voie claire : renforcer la justice climatique et sociale, promouvoir la localisation de l'aide et intégrer l'approche du nexus. Pour répondre aux réalités du terrain, la FGC et ses organisations membres poursuivront leur engagement en soutenant des projets visant à lutter contre la pauvreté et les inégalités, à s'adapter au changement climatique, à promouvoir la souveraineté alimentaire et l'égalité de genre, à favoriser l'accès à l'eau, à la santé et à l'éducation. Elle continuera à soutenir des projets porteurs de transformation et à défendre une coopération fondée sur la réciprocité, la durabilité et la dignité.

Dans un monde fragmenté, la FGC est un espace de dialogue, de formation et d'innovation. Elle poursuivra son action avec rigueur, créativité et conviction, aux côtés de ses 61 organisations membres, de ses partenaires publics et de ses alliées les fédérations cantonales de coopération regroupées au sein du FEDERESO.

Des changements structurels sont en cours dans le domaine de la coopération internationale et, que cette dernière soit multilatérale, bilatérale ou le fait d'acteurs associatifs, nous devons nous y préparer. En 2025, plus que jamais, nous devons faire front ensemble. Car c'est dans l'unité, la solidarité et l'engagement collectif que nous trouverons les ressources pour affronter les tempêtes et bâtir un avenir plus juste. ■

1

La FGC en 2024



Photo : dans le nord-est de l'Ouganda, une pompe fournit de l'eau aux villageoises et villageois dans le cadre d'un projet de promotion de l'agroécologie et d'amélioration de la nutrition, soutenu par FH (lire en page 27).

© FGC, Catherine Dubouloz Chantre



Nombreuses activités de plaidoyer contre les coupes budgétaires

La FGC et ses organisations membres (OM) ont activement participé aux campagnes d'Alliance Sud pour limiter la baisse des budgets fédéraux de coopération au développement.

Pour défendre les budgets dans la coopération internationale, la FGC et ses organisations membres ont résolument pris part, en 2024, à la campagne *#SoyonsSolidairesMaintenant*, lancée par Alliance Sud. Destinés aux parlementaires fédéraux et au grand public, les messages visaient à rappeler l'importance d'une solidarité internationale forte et l'impact des projets de coopération au développement sur le terrain.

En septembre, la Fédération s'est engagée dans le deuxième volet de la campagne, *#AlarmeSolidarité*. Sur des stands dans les principales villes suisses et en ligne, le public était invité à faire retentir une alarme pour interpeller les élu·e·s. À Genève, 800 personnes ont participé à l'action menée sur la plaine de Plainpalais et la place du Molard (photo ci-contre), lors d'un événement conjoint avec Helvetas, Enfants du Monde, l'EPER et Action de Carême.

Tout au long de l'année, d'autres actions ont été menées sur les réseaux sociaux, le site web de la FGC et dans les médias. Parmi elles : la tribune des président·e·s du

FEDERESO parue dans *Le Temps* et l'interview de Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la FGC, pour *Swissinfo*, sans oublier les nombreux échanges directs avec des élu·e·s fédéraux et cantonaux. ■



Adaptation au changement climatique : focus sur les solutions portées par la coopération

En 2024, deux événements publics ont mis en évidence les enjeux liés à la justice climatique et les réponses concrètes apportées par les projets de développement.

Face au dérèglement climatique dont les conséquences affectent de manière disproportionnée les habitant-e-s du Sud global, le rôle de la coopération au développement est central pour permettre aux communautés de s'adapter aux changements et pour atténuer leurs effets. Construits avec les partenaires locaux des organisations membres (OM) de la FGC, les projets apportent des réponses concrètes et adaptées aux

populations, notamment dans les domaines de l'agroécologie, de la gestion de l'eau de pluie ou de la protection des forêts.

Deux tables rondes organisées en 2024 – l'une en mai à la Haute École du paysage, d'ingénierie et d'architecture (HEPIA), l'autre en février dans le cadre du forum de la solidarité à Plan-les-Quates – ont mis en lumière ces enjeux ainsi que les solutions proposées sur le terrain par les ONG.



De nombreuses personnalités ont pris la parole lors de la table ronde sur le climat à l'HEPIA : Alfonso Gomez, maire de Genève ; Thomas Stocker, professeur en climat et physique de l'environnement (Université de Berne) ; Pierre-André Cordey, chef suppléant de l'unité Climat, réduction des risques de catastrophe et environnement (DDC) ; Sandy Mermoud, chargée de programme (ADAP), Roger Zürcher, codirecteur (FH Suisse) et Prosper Niyonsaba, responsable de la sécurité alimentaire (FH Burundi). Photos : © David Wagnières

Elles ont réuni quelque 250 personnes et étaient toutes deux accompagnées de stands tenus par les OM sur lesquels le public pouvait se rendre pour approfondir sa connaissance des projets.

Lors de la soirée « Projets de développement : des solutions face à l'urgence climatique », organisée en mai par la FGC, la Ville de Genève et l'HEPIA, intervenant·e·s scientifiques, politiques et associatif·ve·s ont rappelé les conséquences dramatiques du dérèglement climatique, particulièrement dans les pays les plus vulnérables. Le climatologue Thomas Stocker a souligné que les émissions continuent d'augmenter malgré les engagements internationaux. ADAP et FH ont montré comment leurs projets intègrent des solutions d'adaptation. En Tanzanie, ADAP travaille sur la gestion communautaire des forêts et le développement de filières durables, comme le miel ou les champignons. Au Burundi, FH mise

sur les pratiques de l'agroécologie pour renforcer la résilience des agricultures locales. Le replay de la table ronde est disponible en ligne sur le site de la FGC, deux pages spéciales dans la *Tribune de Genève* ont aussi présenté la problématique aux Genevoises et Genevois.

À Plan-les-Ouates, lors du forum « La solidarité dans tous ses états », organisé par la Commune, ces thématiques figuraient également au cœur de la table ronde. Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la FGC, a posé les enjeux Nord-Sud. Emp'ACT et Secodev ont mis l'accent sur le rôle de l'agroécologie, de l'agroforesterie et de la gestion de l'eau de pluie comme moyen d'adaptation au changement climatique.

Dans sa stratégie 2025-2028, la FGC restera engagée en faveur d'une coopération ambitieuse et solidaire, porteuse des valeurs de justice climatique et sociale. ■



Lors de la table ronde sur le climat à l'HEPIA, le forum des organisations membres a permis d'aller à la rencontre du public.



Au micro, lors de la table ronde organisée pendant le forum de la solidarité à Plan-les-Ouates : Sandra Ernesto, chargée de projet pour emp'ACT. À sa gauche : Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la FGC, et à droite, Anne Simon, secrétaire générale de Secodev. La FGC et plusieurs de ses organisations membres ont également tenu des stands durant la manifestation, fréquentée par 700 personnes.



La justice climatique et sociale au cœur de la Conférence annuelle

Lors de cette rencontre, un atelier basé sur la Théorie du Donut et développé par la Fedevaco a été proposé aux participant-e-s. Un cadre innovant pour conjuguer justice sociale, limites planétaires et ODD.

Le 15 octobre 2024, la Conférence annuelle de la FGC a réuni 70 participant-e-s à l'Espace Lumen : collectivités publiques partenaires, membres des instances et des organisations membres (OM) ont répondu présent à l'invitation. Le programme proposé a permis de clore la période 2021–2024 et d'explorer de nouvelles perspectives pour la suite.

Point fort de l'après-midi : un atelier participatif (photos ci-contre) centré sur la Théorie du Donut, modèle novateur imaginé par l'économiste Kate Raworth. Celui-ci invite à repenser la société à l'intérieur d'un espace sûr et juste pour l'humanité, délimité par un plafond écologique à ne pas dépasser et un socle social à garantir pour toutes et tous. Adapté aux enjeux de la coopération au développement, ce cadre a permis de riches échanges autour des stands animés par l'IRHA, la FGC, la fondation 2050Today et le CEAS-Genève. Une question concernant la conciliation entre justice sociale et climatique dans l'action publique était débattue dans chaque atelier.

Ce format dynamique a suscité enthousiasme et réflexion. La Théorie du Donut sera intégrée dans le *Programme stratégique 2025-2028* de la FGC tant son approche est prometteuse pour avancer vers un monde plus équitable et durable. ■



Dernière année sous le signe de la stratégie 2021-2024

Parmi les axes de travail de l'année 2024, la poursuite de plusieurs chantiers qui courent sur l'ensemble de la période.

En 2024, dernière année de la stratégie 2021-2024, plusieurs dossiers ont particulièrement mobilisé la FGC :

- **Finalisation du *Programme stratégique 2025-2028*** :

le travail d'élaboration de la nouvelle stratégie quadriennale a été finalisé ; celle-ci a été adoptée en Assemblée générale (AG), en avril 2024. La nouvelle stratégie intègre les bouleversements majeurs intervenus dans la coopération internationale, notamment depuis la crise du Covid, la guerre en Ukraine et, plus récemment, les coupes budgétaires dans la coopération internationale décidées par plusieurs pays de l'OCDE, y compris la Suisse. Elle tient également compte de la crise climatique.

- **Intensification des rencontres au sein du FEDERESO**

(Réseau des fédérations cantonales de coopération internationale de Suisse latine): de nombreuses réunions avec les secrétaires généraux et générales et/ou les président·e·s se sont tenues en 2024, notamment pour préparer la demande de contribution financière commune à la DDC (lire en page 34).

- **Modernisation des outils informatiques :**

le déploiement des nouveaux outils de gestion s'est opéré durant l'année 2024, avec en point d'orgue l'ouverture du portail des

OM, interface de pilotage des projets. Le portail offre aux OM une vue d'ensemble sur ceux-ci. Il leur permet de les annoncer et de les déposer en ligne, donne la possibilité d'obtenir en temps réel des informations sur leur financement, leur analyse et leur suivi par le Secrétariat et les instances.

- **Mise en œuvre de l'approche du nexus :**

préparé en partenariat avec le FEDERESO, avec la collaboration du Conseil et d'un groupe de travail, un document de référence a été adopté par l'AG. Il explique comment mettre en œuvre les principes de la coopération au développement dans les contextes fragiles, en tenant compte des acteurs humanitaires et de promotion de la paix, ainsi que des collaborations possibles entre eux.

- **Localisation de l'aide au développement :**

pour nourrir sa réflexion et prendre davantage en compte ce principe dans les projets financés, la FGC a participé à différentes activités : une conférence de la DDC lors de laquelle les conclusions du CAD de l'OCDE ont été présentées, une discussion sur la mise en place d'une plateforme suisse de réflexion, une conférence-débat dans le cadre des 60 ans d'Unité. *Last but not least*, une réflexion a été lancée avec le FEDERESO sur l'analyse des partenaires locaux responsables de la mise en œuvre des projets sur le terrain. ■

Partage des savoirs : les points forts 2024

La FGC propose des espaces de réflexion avec les cafés-débats, de formation et d'échanges, notamment sur la souveraineté alimentaire.

En 2024, une riche offre d'activités et de formation a été proposée :

Cafés-débats

Six cafés-débats ont été organisés et sont disponibles en replay sur le site de la FGC et sur YouTube. Parmi les sujets traités :

- janvier : échanges sur le **Programme stratégique 2025-2028** ;
- mars : les **collaborations avec Le Courrier et Léman Bleu** pour l'émission *Esprit solidaire* (lire en page 14) ;
- avril : présentation du **label Zewo** et partage d'expériences d'OM accréditées ;
- mai : **gestion de l'eau de pluie dans les projets de développement**, thème du travail et des fiches proposées par l'IRHA ;
- septembre : présentation par la DDC de la réorientation géographique prévue dans la **Stratégie de coopération internationale de la Suisse 2025-2028**, en particulier le désengagement d'Amérique latine ;
- novembre : restitution de deux démarches d'échanges et capitalisation des expériences menées par urbaMonde avec ses partenaires locaux, qui font émerger des solutions inspirantes dans les **projets d'habitat participatif**.

Formations

La participation aux formations, notamment celles proposées en partenariat avec Isango,

a connu une forte hausse en 2024. Grâce à un système de forfait, les formations sont gratuites pour les personnes faisant partie des organisations membres et des instances. Celles sur la collecte de fonds, la capitalisation des expériences et la théorie du changement ont suscité le plus fort intérêt.

Plateforme souveraineté alimentaire (PSA)

En 2024, la PSA s'est ouverte aux organisations membres de la Fedevaco. En parallèle, elle a poursuivi ses activités en proposant trois webinaires :

- avril : « Pas d'agroécologie sans gestion collective des **semences paysannes** » ;
- septembre : « **Femmes et agroécologie en Afrique** : quelles avancées et défis pour leur émancipation ? » ;
- novembre : « **Valoriser l'eau de pluie dans vos projets** : présentation des fiches techniques de l'IRHA. » Ces fiches ont été rédigées sur la base d'un atelier de partage des connaissances, organisé au Sénégal en avril.

Démarche de capitalisation des expériences

L'intérêt des organisations membres est en hausse, avec cinq projets déposés respectivement par la CSSR (lire en page 31), Omoana, urbaMonde, la Commission internationale du SIT et le MCI, soutenus en 2024. ■

Première visite de projets conjointe entre la FGC et la FOSIT

À l'automne 2024, une première mission conjointe à deux fédérations cantonales membres du FEDERESO a été organisée en Bolivie. Dans le contexte actuel de restriction du financement des projets en Amérique latine par la DDC, elle a permis de constater à quel point le soutien aux populations vulnérables et marginalisées d'Amérique latine reste pertinent et nécessaire.

Dans un esprit de partage des savoirs, la Fédération des ONG de la Suisse italienne (FOSIT) et la FGC ont rencontré les partenaires locaux et les bénéficiaires de 16 projets de développement soutenus en Bolivie par leurs organisations membres. S'agissant de la FGC : l'Institut de développement humain (IDH Suisse), la Centrale sanitaire de Suisse romande (CSSR), Traditions pour Demain, Solidar Suisse Genève et Terre des Hommes Suisse.

Les projets s'inscrivent dans plusieurs domaines : la préservation des savoirs ancestraux des peuples autochtones, la santé (réponse communautaire face au VIH/sida, prévention du cancer de l'utérus), l'éducation, l'agriculture, l'habitat et l'égalité de genre. Parmi les défis auxquels sont confrontées les ONG locales, l'impact du dérèglement climatique et la disponibilité en eau sont apparus comme une préoccupation majeure. Dans ce contexte, les pratiques agroécologiques soutenues par plusieurs projets font particulièrement sens, notamment l'usage de semences résistantes à la sécheresse. Les visites ont confirmé la pertinence et le rôle clé des partenaires locaux dans la



Activités autour du recyclage, pratiquées par les enfants dans le cadre du plan d'action de Terre des Hommes Suisse. © Marjolaine Rion

mise en œuvre de projets de qualité en lien direct avec la population. L'importance de l'appui sur le long terme et de la construction de partenariats durables a été soulignée à maintes reprises, le temps étant un facteur clé pour atteindre des résultats et des impacts à long terme. ■

Audience en hausse sur Léman Bleu

Le succès de l'émission *Esprit solidaire* se confirme avec une audience en progression constante. En 2024, plus de 210 000 personnes ont regardé le magazine sur Léman Bleu. Présenté par Lucie

Hainaut, ce dernier permet au public genevois de découvrir chaque mois le projet d'une organisation membre de la FGC ou un thème d'actualité dans le domaine de la coopération. ■

En 2024, les émissions ont été consacrées aux sujets suivants :

1. Atelier au Burundi sur le financement du monde rural : [PHILEA](#), [IRED](#), [PSA](#).
2. Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes au Burundi : [IRED](#).
3. Développement et urgence climatique, impacts et solutions : [FGC](#).
4. Résilience des jeunes atteint·e·s du VIH en Ouganda : [OMOANA](#).
5. Développement d'une filière de champignons séchés en Tanzanie : [ADAP](#).
6. Promotion de la démocratie à travers l'art en Bolivie : [SOLIDAR SUISSE GENÈVE](#).
7. Sensibilisation du public genevois à la valorisation de l'eau de pluie : [IRHA](#).
8. Appui du peuple Mbyá Guaraní dans la défense de ses droits en Argentine : [MCI](#).
9. Des projets pour défendre le droit à l'eau : [EMP'ACT](#).
10. Améliorer la santé des mères au Burkina Faso : [ENFANTS DU MONDE](#).

LA FGC A PARTICIPÉ AUX MANIFESTATIONS SUIVANTES :

- 09-10.02** **Forum «La solidarité dans tous ses états»** à Plan-les-Ouates, stand FGC, forum des OM et installation de réalité virtuelle *360° sur le monde*.
Table ronde : «Projets solidaires : quelles solutions face à l'urgence climatique?»
- 29.02** **Soirée sur la solidarité internationale** du Grand-Saconnex, présentation, stand et installation *360° sur le monde*.
- 19.09** **Table ronde sur l'eau** organisée à l'Université de Genève pour les 40 ans d'emp'ACT.
- 02-03.10** Stand d'Alliance Sud dans le cadre de la **campagne #Alarme solidarité**.
- 07.10** **Soirée des 40 ans de la Commission de l'aide aux pays en développement** (APED) de Carouge et vernissage de la brochure sur la Commission APED.
- 16.11** Participation au **stand de l'État de Genève aux Automnales** à l'invitation du Service de la solidarité internationale avec l'installation *360° sur le monde*.
- 15 et 23.11** **Soirées d'ouverture et de clôture de Filmar**. Remise du Prix du public au film chilien *Isla Negra*, du réalisateur Jorge Riquelme Serrano.



Nouveaux visages au Secrétariat

En 2024, le Secrétariat comptait neuf collaboratrices et collaborateurs, soit 7,3 équivalents plein temps (voir en page 35). Des mandats d'appui pour l'analyse et le suivi des projets de développement s'y sont ajoutés. Après le départ d'Anastasios Tsingos, Carol Dolorier de Haller a repris le poste de coordinatrice des projets d'information en avril 2024. Dotée de solides compétences en communication, elle a notamment travaillé pour l'Institut international de Lancy et diverses associations, en Suisse et au Pérou.

Ophélie Vigneau a été engagée à 60 % comme adjointe de la secrétaire générale. Elle a repris certaines tâches du poste de secrétaire exécutif, s'agissant par exemple de l'accompagnement des utilisatrices et utilisateurs des nouveaux outils de gestion et de l'organisation des séances institutionnelles.

Depuis janvier 2020, Catherine Schümperli Younossian siège comme membre de la Commission consultative de la coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères et du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. Le Conseil fédéral l'a reconduite dans ses fonctions pour la législature 2024-2027. ■

↑ Le Secrétariat de la FGC (de gauche à droite) :

Carol Dolorier de Haller
Coordinatrice des projets
d'information

Ophélie Vigneau
Adjointe de la secrétaire générale

Bruno Carvas
Chargé de la comptabilité
et de l'administration

Catherine Schümperli Younossian
Secrétaire générale

Émilie Anderson Mottier
Coordinatrice des
projets de développement

Michaela Büschi
Coordinatrice du
partage des savoirs

Catherine Dubouloz Chantre
Chargée de communication

Marjolaine Rion
Coordinatrice des
projets de développement

Florian Tissot
Secrétaire exécutif

2

Les projets financés par la FGC en 2024



Photo : l'intérieur de la maison d'une bénéficiaire-partenaire du projet d'habitat participatif pour les communautés à faibles revenus, soutenu par urbaMonde aux Philippines, avec le jardin qu'elle a construit elle-même.

© World Resources Institute





Trois plans d'action et 124 projets financés en 2024

L'accompagnement, le suivi, l'évaluation et le financement des projets soumis par les organisations membres (OM) forment le cœur des activités de la FGC.

• **Projets de développement :** en 2024, 109 projets de développement et trois plans d'action présentés par 38 organisations membres (OM) ont été financés pour un montant de 13,03 millions de francs suisses. Ces projets ont amélioré les conditions de vie de plus de deux millions de personnes très vulnérables. Quelque 35 séances ont été organisées pour l'analyse des dossiers, la présentation des stratégies ou des réflexions sur des thèmes d'intérêt pour la Commission technique. Au total, 156 projets et trois plans d'action (en cours d'analyse, de réalisation ou de clôture) ont été suivis par le Secrétariat.

• **Projets d'information :** la Commission d'information (CI) s'est réunie à cinq reprises pour examiner dix projets d'information. Elle a émis des préavis positifs pour six grands projets d'information et quatre petits projets d'information (CETIM, Cinéma des Trois Mondes (Filmar), E-CHANGER, emp'ACT, IRHA, Magasins du Monde, Public Eye, urbaMonde et Terre des Hommes Suisse). La CI a également contribué au développement d'une méthodologie qui mesure les effets (à court terme) et les impacts

(à long terme) des activités de sensibilisation et d'information. Le questionnaire de satisfaction digitalisé qui en résulte a été déployé pour la première fois lors de la table ronde sur le climat et les projets de développement (lire en page 8).

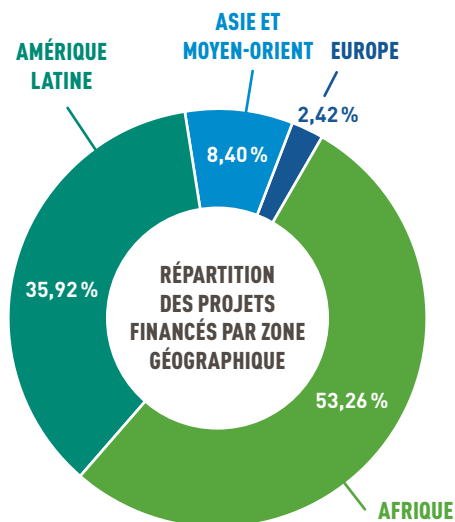
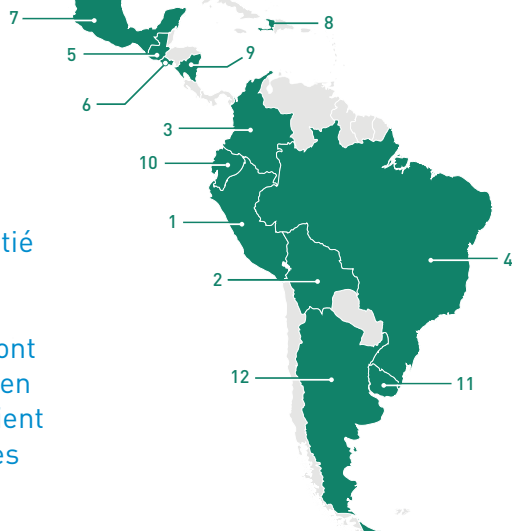
• **Projets de partage des savoirs :** cinq projets de partage des savoirs ont été soutenus en 2024, quatre projets « études et bilan-capitalisation » de la CSSR, d'Omoana, d'urbaMonde et de la Commission internationale du SIT, ainsi qu'un projet « échanges et apprentissages » du MCI. La Commission de partage des savoirs (CPDS) s'est réunie lors de huit séances dédiées à l'analyse des projets ainsi qu'à la réflexion stratégique. Elle a aussi accompagné la Plateforme souveraineté alimentaire (PSA) et s'est impliquée dans la réalisation du guide sur la capitalisation des expériences, dont la publication est prévue en 2025.

Au total, en 2024, trois plans d'action et 124 projets ont été financés via la FGC (trois plans d'action et 109 projets de développement ; dix projets d'information et cinq dans le champ du partage des savoirs). ■



Des projets menés sur quatre continents

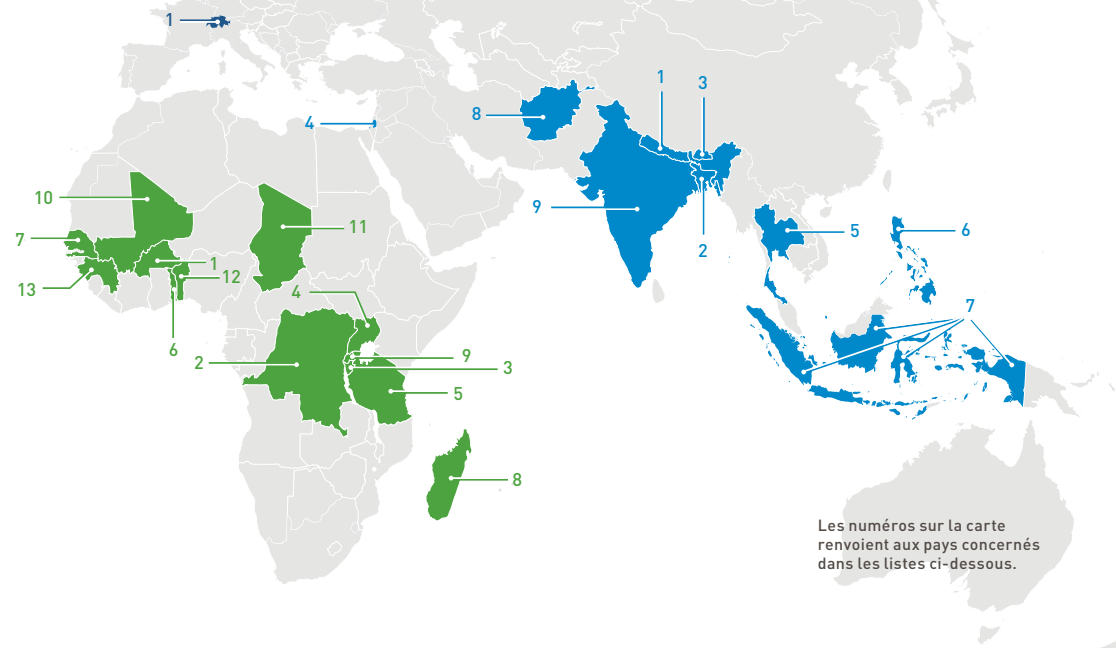
En 2024, quelque 13,49 millions de francs ont été consacrés aux projets de développement, de partage des savoirs et d'information soumis par les organisations membres. Plus de la moitié du financement qui revient aux projets est dédié aux interventions en Afrique (53,26 %). Près de 36 % des montants sont affectés aux projets de développement en Amérique latine. L'Asie et le Moyen-Orient suivent en troisième position (8,4 %). Les projets en Europe (Suisse) concernent l'information du public aux enjeux de développement et le partage des savoirs.



AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD			52 P ¹
Total : CHF 4 844 518			6 PA ²
1.	PÉROU	14 P / 1 PA	CHF 1 554 514 32.09 %
2.	BOLIVIE	6 P / 1 PA	CHF 534 176 11.03 %
3.	COLOMBIE	7 P / 1 PA	CHF 523 041 10.80 %
4.	BRÉSIL	5 P / 1 PA	CHF 466 797 9.64 %
5.	GUATEMALA	4 P / 1 PA	CHF 456 618 9.43 %
6.	SALVADOR	4 P / -	CHF 301 277 6.22 %
7.	MEXIQUE	2 P / -	CHF 221 551 4.57 %
8.	HAÏTI	1 P / 1 PA	CHF 199 187 4.11 %
9.	NICARAGUA	3 P / -	CHF 197 802 4.08 %
10.	ÉQUATEUR	3 P / -	CHF 196 192 4.05 %
11.	URUGUAY	1 P / -	CHF 126 000 2.60 %
12.	ARGENTINE	2 P / -	CHF 67 362 1.39 %



LES PROJETS FINANCÉS EN 2024



Les numéros sur la carte renvoient aux pays concernés dans les listes ci-dessous.

AFRIQUE	52 P
Total : CHF 7 183 947	8 PA

1. BURKINA FASO	8 P / 1 PA	CHF 1 155 115	16.08 %
2. RDC	3 P / 1 PA	CHF 898 788	12.51 %
3. BURUNDI	5 P / 1 PA	CHF 788 168	10.97 %
4. OUGANDA	8 P / -	CHF 769 416	10.71 %
5. TANZANIE	4 P / 1 PA	CHF 649 345	9.04 %
6. TOGO	5 P / -	CHF 640 443	8.91 %
7. SÉNÉGAL	7 P / -	CHF 592 271	8.24 %
8. MADAGASCAR	4 P / 1 PA	CHF 526 222	7.32 %
9. RWANDA	1 P / 1 PA	CHF 454 761	6.33 %
10. MALI	4 P / 2 PA	CHF 416 240	5.79 %
11. TCHAD	1 P / -	CHF 123 528	1.72 %
12. BÉNIN	1 P / -	CHF 108 650	1.51 %
13. GUINÉE	1 P / -	CHF 61 000	0.85 %

EUROPE	12 P
Total : CHF 327 000	0 PA

1. SUISSE ³	12 P / -	CHF 327 000	2.42 %
------------------------	----------	-------------	--------

ASIE ET MOYEN-ORIENT	9 P
Total : CHF 1 133 276	2 PA

1. NÉPAL	1 P / -	CHF 199 250	17.58 %
2. BANGLADESH	1 P / 1 PA	CHF 189 786	16.75 %
3. BHOUTAN	1 P / -	CHF 175 169	15.46 %
4. PALESTINE	2 P / -	CHF 154 915	13.67 %
5. THAÏLANDE	1 P / -	CHF 139 732	12.33 %
6. PHILIPPINES	1 P / -	CHF 110 000	9.71 %
7. INDONÉSIE	1 P / -	CHF 77 805	6.87 %
8. AFGHANISTAN	1 P / -	CHF 75 634	6.67 %
9. INDE	- / 1 PA	CHF 10 985	0.97 %

1 P : Projet
2 PA : Plan d'action (pays couverts par les PA d'Enfants du Monde, de Secodev et de Terre des Hommes Suisse)

3 Projets d'information, de partage des savoirs et Plateforme thématique sur la souveraineté alimentaire



LES PROJETS FINANCÉS EN 2024

AFRIQUE (EN CHF)

BÉNIN 108 650

Centre Nonvignon, formation professionnelle pour des jeunes défavorisé-e-s	TERE	108 650
--	-------------	---------

BURKINA FASO 1 155 115

Pratiques durables pour améliorer l'éducation	BAOB	145 680
---	-------------	---------

Plan d'action 2021-2024	EDM	237 499
-------------------------	------------	---------

Appui à l'économie sociale et solidaire	IRED	100 000
---	-------------	---------

Inclusion financière des femmes : vers une réduction de la pauvreté et une prospérité partagée	PHIL	104 725
--	-------------	---------

Formation en ligne en genre et développement	IHEID	206 861
--	--------------	---------

Valorisation des ressources alimentaires pour améliorer la nutrition des femmes allaitantes et des enfants	CEAS	61 400
--	-------------	--------

Promotion de l'éducation inclusive et de la participation citoyenne des personnes vulnérables	ECHA	70 000
---	-------------	--------

Agriculture responsable dans les exploitations familiales à Irim	KAIC	199 250
--	-------------	---------

Autonomisation d'un partenaire par un programme de formation	ECHA	29 700
--	-------------	--------

BURUNDI 788 168

Plan d'action 2020-2024	SDEV	120 220
-------------------------	-------------	---------

Emploi et auto-emploi des jeunes	IRED	20 000
----------------------------------	-------------	--------

Agroécologie par la formation et le plaidoyer des organisations paysannes	IRED	169 400
---	-------------	---------

Renforcement de la certification des coopératives de caféiculteur-trice-s	IRED	180 000
---	-------------	---------

Amélioration des revenus et de l'emploi au sein des coopératives de la région du Kirimiro	PHIL	193 878
---	-------------	---------

Alternatives de financement et de développement des exploitations familiales	PHIL	104 670
--	-------------	---------

GUINÉE 61 000

Formation des jeunes en situation précaire	SIT	61 000
--	------------	--------

MADAGASCAR 526 222

Électricité verte au service du développement durable	CEAS	101 182
---	-------------	---------

Plan d'action 2021-2024	EDM	16 965
-------------------------	------------	--------

Soutien aux pêcheurs et gestion durable des lacs	GLOC	108 800
--	-------------	---------

Soutien aux ménages ramasseurs de bois par la préservation et la gestion durable des ressources forestières	GLOC	149 100
---	-------------	---------

Activités génératrices de revenus pour les femmes dans l'extrême pauvreté	GLOC	150 175
---	-------------	---------

MALI 416 240

Plan d'action 2020-2024	SDEV	24 234
-------------------------	-------------	--------

Plan d'action 2021-2024	TDH	101 545
-------------------------	------------	---------

Sécurité alimentaire et entrepreneuriat rural	SUDE	15 750
---	-------------	--------

Sécurité alimentaire et leadership féminin	SUDE	54 237
--	-------------	--------

Agroécologie en zone périurbaine	TERE	68 950
----------------------------------	-------------	--------

Renforcement du développement local pour la stabilité sociale et la paix	SUDE	151 524
--	-------------	---------

UGANDA 769 416

Agroécologie et promotion de la nutrition	FH	178 977
---	-----------	---------

Prise en charge des troubles de la santé liés aux traumatismes	OMOA	123 950
--	-------------	---------

Agriculture durable pour la réintégration des enfants et des jeunes de la rue	EIRE	75 239
---	-------------	--------

Vers une réintégration des enfants-soldats à travers la formation, la promotion de la paix, le pardon et la réconciliation	EIRE	79 301
--	-------------	--------

Les jeunes pour le développement économique et social	OMOA	118 537
---	-------------	---------

Autonomie et émancipation des jeunes vivant avec le VIH	OMOA	125 494
---	-------------	---------

Renforcer l'accès à la justice pour les femmes et les filles	EIRE	32 918
--	-------------	--------

PDS Développement participatif de sessions artistiques à but psychosocial	OMOA	35 000
--	-------------	--------

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) 898 788

Plan d'action 2020-2024	SDEV	475 785
-------------------------	-------------	---------

Agroécologie, apiculture et riziculture	FH	129 537
---	-----------	---------

Promotion du théâtre en milieu scolaire à Kinshasa	ASSO	169 250
--	-------------	---------



LES PROJETS FINANCÉS EN 2024

Appui au Centre pour la promotion de l'agroécologie de Kakono

TERE 124 216

RWANDA 454 761

Plan d'action 2020-2024 SDEV 329 761

Renforcement des coopératives et associations agricoles FH 125 000

SÉNÉGAL 592 271

Les semences pour l'autonomisation et la résilience des femmes JACO 120 000

Production et commercialisation de semences JACO 50 000

PDS Capitalisation d'expériences sur la lutte contre les violences faites aux femmes dans le contexte du travail et de la scolarité SIT 34 881

Appui à la transition vers des territoires agroécologiques IRHA 55 670

Réhabilitation et production de l'habitat URBA 113 376

Du champ à l'assiette TERE 89 670

Accompagnement de la gestion des déchets par l'éducation et le plaidoyer CEAS 128 674

TANZANIE 649 345

Plan d'action 2021-2024 EDM 33 928

Gestion durable de la réserve villageoise d'Ipole (2^e phase) ADAP 131 940

Cogestion villageoise des forêts du corridor Katavi ADAP 159 100

Pour de meilleures conditions dans les mines d'or artisanales SWGE 159 577

Gestion communautaire des forêts ADAP 164 800

TCHAD 123 528

Des variétés oubliées de céréales et de légumes pour lutter contre la malnutrition SWGE 123 528

TOGO 640 443

Entrepreneuriat agricole durable porteur de développement économique local EMPA 121 373

Accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural UAT 90 902

Renforcement de la sécurité alimentaire EMPA 163 054

Conditions favorables pour l'éducation de base UAT 110 114

Gouvernance et dynamiques de territoires EMPA 155 000

AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD (EN CHF)

ARGENTINE 67 362

Appui au peuple Mbyá Guaraní MCI 30 000

Appui au peuple Mbyá Guaraní (extension) MCI 37 362

BOLIVIE 534 176

Plan d'action 2021-2024 TDH 141 275

PDS Capitalisation de l'expérience et des bonnes pratiques dans l'accès aux soins pour les personnes vulnérables au VIH/sida en Bolivie CSSR 27 954

Des potagers sociaux pour une alimentation saine ECHA 11 937

Renforcement des services de santé sexuelle pour les adolescent-e-s de Cochabamba IDH 90 805

Programme d'appui au développement municipal SOLI 119 577

Réponse communautaire face au VIH/sida CSSR 119 250

D'Amour et de Sexe, la communauté éducative contre la violence sexuelle et le harcèlement scolaire à Cochabamba IDH 23 378

BRÉSIL 466 797

Plan d'action 2021-2024 TDH 29 842

Renforcement des droits et de la résilience économique des femmes ECHA 100 000

Sécurité foncière des communautés urbaines URBA 52 755

Renforcement de la gouvernance des Yanomami MCI 171 500

Agroécologie et féminisme dans la vallée du Ribeira EFI 63 000

Promotion de l'artisanat et de l'agriculture biologique pour l'autonomie des femmes ECHA 49 700

COLOMBIE 523 041

Plan d'action 2021-2024 TDH 71 820

Développement territorial post-Accord de paix au Catatumbo IHEID 19 700

Gestion communautaire de l'eau EMPA 91 967

Gestion communautaire pour l'accès à l'eau potable EMPA 90 580



LES PROJETS FINANCÉS EN 2024

Préservation de l'environnement par le renforcement des communautés indigènes emberá **MCI** 2050

Centre de formation et de développement socioéconomique pour les parents des enfants du foyer Bambi **BAMB** 23 013

RedConcerto : mise en réseau des organisations de la société civile pour le développement et la paix dans le Catatumbo **IHEID** 199 105

PDS Organisations autochtones et protection des territoires **MCI** 24 806

ÉQUATEUR 196 192

Amélioration de la santé de la population amazonienne dans les zones pétrolières **CSSR** 13 903

Le poids des mots et le choc de l'image pour l'identité culturelle kichwa **TRAD** 92 589

Droit à des soins de santé complets en Amazonie équatorienne **CSSR** 89 700

GUATEMALA 456 618

Plan d'action 2021-2024 **EDM** 84 822

Renforcement de l'identité culturelle et de la langue maya **TRAD** 14 725

Création d'opportunités économiques et entrepreneuriales durables **HELV** 149 355

Revitalisation et sauvegarde de la langue maya poqom **TRAD** 49 805

Renforcement des expressions culturelles mayas kaqchikels auprès des enfants **TRAD** 157 911

HAÏTI 199 187

Plan d'action 2021-2024 **TDH** 10 267

Promotion de la société civile et de la participation citoyenne **EIRE** 188 920

MEXIQUE 221 551

Prévention et santé pour tous et toutes **CSSR** 197 443

Permaculture et amélioration de l'habitat **MADR** 24 108

NICARAGUA 197 802

Appui aux coopératives d'habitation et au droit au logement **URBA** 30 000

Résilience des communautés paysannes au changement climatique **ANS** 119 400

Développement des coopératives d'habitation **URBA** 48 402

PÉROU 1 554 514

Plan d'action 2021-2024 **TDH** 109 265

Insertion professionnelle pour les jeunes en situation de handicap et les mères adolescentes **KALL** 19 580

Reconnaissance du rôle des femmes des hauts plateaux andins **EMPA** 14 899

Développement et défense des droits des communautés kichwa **MCI** 61 926

Promotion des droits des filles pour la restitution et la promotion de leurs droits **EMPA** 85 000

Promotion des droits des femmes, lutte contre la faim et le changement climatique **EFI** 198 800

Justice environnementale pour les femmes amazoniennes et andines **EFI** 189 400

« Ciudad Mujer » : égalité de genre et *empowerment* des femmes pour le droit à la ville à Lima **EMPA** 110 000

Renforcement des capacités scolaires et sociales d'enfants vulnérables en Amazonie péruvienne **MCI** 151 503

Amélioration des perspectives d'avenir de la jeunesse **KALL** 119 250

CAS, formation continue en ligne genre et développement en Amérique latine et aux Caraïbes **IHEID** 59 700

Genre, bonne gouvernance et lutte contre la corruption **EFI** 199 700

Emploi et entrepreneuriat pour les jeunes en situation de vulnérabilité **KALL** 75 830

Promotion et préservation de l'environnement par l'engagement des communautés éducatives **ECOH** 76 555

« Mujeres del Agua 2 » : *empowerment* des femmes rurales des hauts plateaux andins dans l'action climatique et la sécurité hydrique **EMPA** 83 106

SALVADOR 301 277

Une vie sans violence **SOLI** 62 477

L'inclusion scolaire des enfants en situation de handicap au Salvador **EIRE** 60 000

Vivre sur sa terre avec dignité **EIRE** 70 000

Eau, assainissement et hygiène : un droit universel **SOLI** 108 800

URUGUAY 126 000

Éducation et renforcement des femmes pour un logement convenable **URBA** 126 000



LES PROJETS FINANCÉS EN 2024

ASIE ET MOYEN-ORIENT (EN CHF)

BANGLADESH 189 786

Plan d'action 2021-2024	EDM	101 786
Renforcement du mouvement de l'habitat participatif	URBA	88 000

BHOUTAN 175 169

Décentralisation et gouvernance locale	HELV	175 169
--	-------------	---------

INDE 10 985

Plan d'action 2021-2024	TDH	10 985
-------------------------	------------	--------

INDONÉSIE 77 805

Habitat participatif et coopératif	URBA	77 805
------------------------------------	-------------	--------

NÉPAL 199 250

Communautés de pluie : gestion intégrée de l'écosystème et des ressources en eau	IRHA	199 250
--	-------------	---------

PHILIPPINES 110 000

Renforcement du mouvement de l'habitat participatif pour les communautés à faibles revenus	URBA	110 000
--	-------------	---------

THAÏLANDE 139 732

Réseau pour l'habitat participatif et le droit au logement	URBA	139 732
--	-------------	---------

AFGHANISTAN 75 634

Minibus de santé pour des villages ruraux	AWRA	75 634
---	-------------	--------

PALESTINE 154 915

Amélioration de la santé mentale des enfants palestinien-ne-s ex-détenu-e-s par la dramathérapie	CSSR	44 915
--	-------------	--------

Amélioration de la santé mentale des enfants palestinien-ne-s affecté-e-s par la guerre	CSSR	110 000
---	-------------	---------

EUROPE (EN CHF)

SUISSE 327 000

PI Lendemain <i>s</i> solidaires : revue digitale pour un autre développement	CETI	3150
--	-------------	------

PDS Stratégie 2021-2024 de la Plateforme souveraineté alimentaire	TERE	24 951
--	-------------	--------

PI Autrement depuis cinquante ans, les Magasins du Monde	MAGM	50 000
---	-------------	--------

PI La production sociale de l'habitat : un levier pour la mise en œuvre du droit à un logement convenable	URBA	45 352
--	-------------	--------

PI Consolidation des podcasts « Mon œil ! »	PUBL	45 000
--	-------------	--------

PDS Mécanismes financiers communautaires : des outils puissants dans la lutte pour un logement adéquat	URBA	35 000
---	-------------	--------

PI Fiches pédagogiques – Garantir une éducation de qualité	TDH	5985
---	------------	------

PI Tous droits à l'eau. Faisons des vagues !	EMPA	5616
---	-------------	------

PI Pratiques féministes pour un développement durable	ECHA	6000
--	-------------	------

PI Pages Solidarité du <i>Courrier</i> : Transition vers la justice sociale et environnementale	CETI	50 000
--	-------------	--------

PI 26 ^e édition du Festival FILMAR en Amérique Latina	CTM	50 000
---	------------	--------

PI Débats en échos : dialogues sur le cinéma et la justice sociale	EMPA	5946
---	-------------	------

TOTAL PROJETS DE DÉVELOPPEMENT 13039 100 CHF

TOTAL PROJETS D'INFORMATION **PI** 267049 CHF

TOTAL PROJETS PARTAGE DES SAVOIRS **PDS** 182592 CHF

TOTAL DES CONTRIBUTIONS VERSÉES 13488741 CHF



La contribution des projets à la réalisation des ODD

L'égalité de genre, la réduction des inégalités et de la pauvreté ainsi que l'éducation sont les principaux domaines d'action des projets des organisations membres de la FGC.

Conformément à l'objectif général de sa stratégie 2021-2024, la FGC contribue à la réalisation de l'Agenda 2030 dans son domaine d'expertise : la coopération au développement. En 2024, les activités de la Fédération et les projets de ses organisations membres ont couvert 16 des 17 Objectifs de développement durable (ODD) (voir le graphique ci-contre).

L'égalité de genre (ODD 5) reste en première position : près de la moitié des projets soutenus par la FGC contribuent à renforcer l'égalité entre hommes et femmes ; cet ODD confirme ainsi son statut d'axe transversal.

Deux autres objectifs transversaux prennent une place tout aussi importante et sont présents de manière prioritaire dans près d'un tiers des projets : la lutte contre la pauvreté (ODD 1) et la réduction des inégalités (ODD 10). Ces thématiques reflètent l'engagement de la coopération au développement pour améliorer les conditions de vie des populations vulnérables et lutter contre les inégalités. Ces deux objectifs occupent les deuxième et troisième rangs du classement des projets selon leur contribution à l'atteinte des ODD.

Suivent les ODD thématiques, qui permettent de distinguer les différents do-

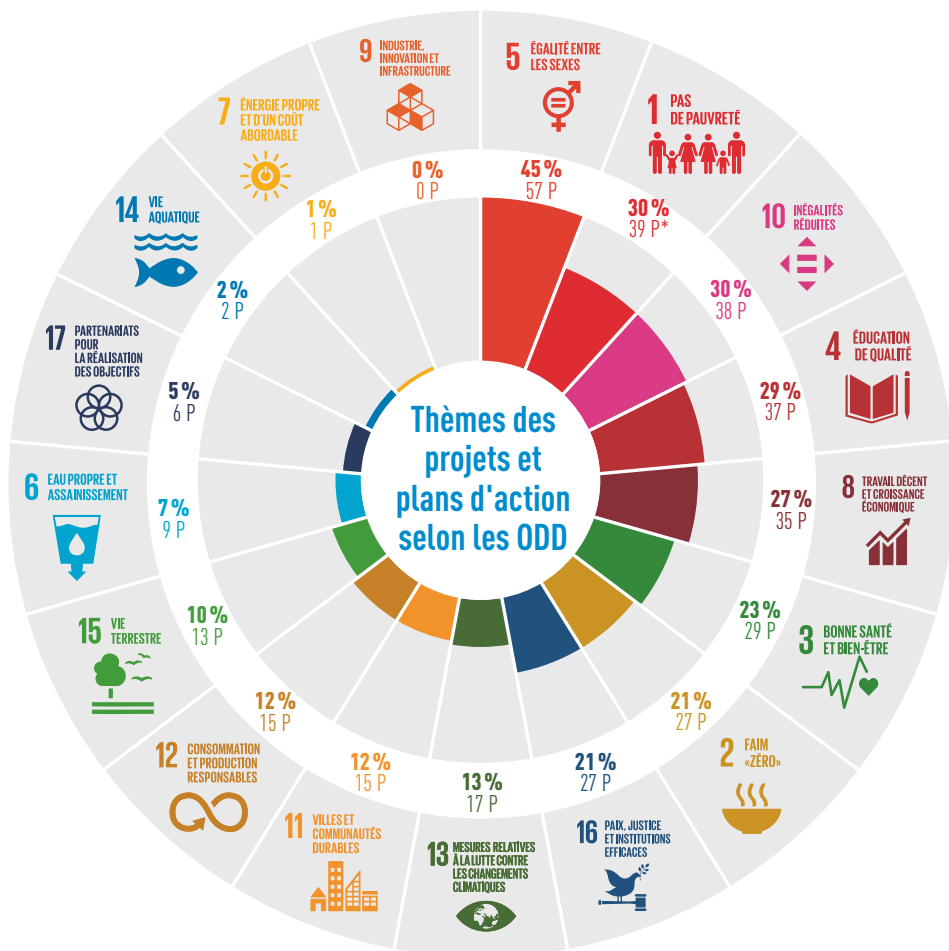
maines d'intervention : l'éducation de qualité (ODD 4) arrive en quatrième position avec 29 % des projets, à l'exemple de celui d'Eirene pour promouvoir l'éducation inclusive au Salvador (lire en page 29). Vient ensuite la promotion du travail décent et de la croissance économique (ODD 8) avec 27 % des projets, notamment ceux mettant l'accent sur le développement des compétences entrepreneuriales et financières des bénéficiaires.

Les projets dans le domaine de la santé sont également primordiaux (23 %), comme celui visant à partager les bonnes pratiques en matière d'accès aux soins pour les personnes vulnérables au VIH/sida présenté en page 31.

Dans le domaine de la souveraineté alimentaire, de l'agriculture et de la nutrition, de nombreux projets promeuvent des pratiques agroécologiques et l'agroforesterie : ils sont ancrés dans l'ODD 2 (lutte contre la faim) et représentent 21 % des interventions. Le projet de FH Suisse en Ouganda présenté en page 27 entre dans cette catégorie, tout en promouvant, en même temps, l'égalité de genre. S'en rapprochent aussi : 13 % des projets qui s'inscrivent dans la lutte contre le changement climatique (ODD 13). ■



LES PROJETS FINANCÉS EN 2024



*P = Nombre de projets qui contribuent à la réalisation de cet ODD.

La plupart des projets se réfèrent à plusieurs objectifs qu'ils contribuent à réaliser simultanément. À titre d'exemple, 57 d'entre eux se réfèrent à l'ODD 5 (égalité de genre), c'est-à-dire que 45 % des projets soutenus par la FGC participent à son atteinte.



Promouvoir les droits des femmes et des filles

En partenariat avec le Réseau national de promotion des femmes, RNPM-Pérou



PÉROU

efi espace
femmes
international



Dans les régions rurales défavorisées d'Ayacucho et de San Martín au Pérou, où la population souffre d'insécurité alimentaire, les femmes participent de manière importante aux activités économiques, notamment en travaillant la terre pour nourrir leur famille et en s'occupant des troupeaux ; elles pratiquent également des activités artisanales comme le tissage, la broderie, la céramique. Elles sont ainsi un pilier dans la lutte contre la faim et l'adaptation au changement climatique. Mais ni leurs compétences, ni leurs droits ne sont reconnus et leur travail n'est pas rémunéré.

Dans ce contexte, Espace Femmes International (EFI), en partenariat avec le Réseau National de Promotion des Femmes (RNPM), mène un projet visant à promouvoir les droits des femmes et des filles, à renforcer leur autonomie et leur résilience. Parmi les activités : des formations aux droits sociaux, économiques et politiques, la mise en place

de pratiques agroécologiques durables, la construction de réservoirs d'eau et de serres pour la culture de légumes. S'y ajoutent une campagne de communication et un plaidoyer auprès des autorités locales et scolaires pour une reconnaissance institutionnelle de la contribution des femmes à l'économie locale et familiale. Une approche intergénérationnelle et interculturelle favorise la transmission des savoirs et l'émancipation des nouvelles générations.

Grâce à ce projet, 720 personnes, dont 500 femmes leaders et 130 jeunes, développent des compétences essentielles pour améliorer leur sécurité alimentaire et défendre leurs droits. Indirectement, plus de 3300 habitant-e-s des communautés autochtones et paysannes en bénéficient. ■





FGC – RAPPORT ANNUEL 2024

PROJET DE DÉVELOPPEMENT

Promouvoir l'agroécologie et améliorer la nutrition

En partenariat avec FH Uganda



© FGC - Catherine Duboutouza Chantre

Dans le nord-est de l'Ouganda, région parmi les plus défavorisées du pays, les communautés rurales sont confrontées à une forte insécurité alimentaire. Le changement climatique intensifie les périodes de sécheresse et dérègle les saisons des pluies, accentuant la faible productivité agricole. À cela s'ajoutent de nombreuses maladies qui affaiblissent les troupeaux ainsi qu'un prix élevé des denrées alimentaires.

Face à ces défis, FH Suisse et son partenaire local Food for the Hungry Uganda accompagnent quelque 2000 paysans et paysannes afin d'améliorer durablement leurs conditions de vie. Globalement, environ 10 000 membres de leurs familles bénéficient de ce projet.

Ses objectifs ? D'une part, accroître la production agricole (de maïs, haricots, sorgho, patates douces, légumes comme les choux, par exemple) et animale, en respectant

l'environnement, grâce à des pratiques agroécologiques. D'autre part, améliorer l'accès à l'eau grâce au réaménagement de puits, tout en insistant sur l'éducation à l'hygiène et à la santé. Enfin, promouvoir l'intégration sociale des femmes, par le développement de compétences entrepreneuriales notamment.

Les cultivatrices et cultivateurs sont soutenus dans l'adoption de pratiques agricoles durables, telles que l'agroforesterie, la gestion de l'eau dans les sols et la diversification des cultures (introduction des cultures maraîchères en saison sèche grâce à l'irrigation). La gestion du fourrage et le stockage des récoltes sont également améliorés pour réduire les pertes. Autant d'activités qui renforcent la résilience des communautés. ■





Améliorer la santé des femmes enceintes, des mères et de leurs bébés

En partenariat avec l'ONG Initiative privée et communautaire pour la santé et la riposte au VIH/sida au Burkina Faso (IPC/BF)



BURKINA FASO



Au Burkina Faso, les taux de mortalité maternelle et néonatale sont encore très élevés : une mère a 37 fois plus de risques qu'en Suisse de mourir en donnant la vie ou juste après l'accouchement, 21 % des femmes enceintes accouchent sans assistance qualifiée. Par ailleurs, pour 1000 naissances vivantes, 79 enfants décéderont avant d'avoir cinq ans.

Pour améliorer la santé des femmes enceintes, des nouvelles mères et de leurs enfants, Enfants du Monde, dans le cadre de son plan d'action, soutient, avec son partenaire local l'ONG IPC/BF, le Ministère de la santé dans la mise en œuvre de différentes initiatives. D'abord, avec le développement de la carte de préparation à la grossesse et aux urgences (PAU). Simple et illustrée, elle informe les femmes enceintes sur les signes d'alerte, le lieu d'accouchement et les bons gestes en cas d'urgence. Deux applications mobiles pour smartphones sur la santé

néonatale et infantile complètent l'outil. Ensuite, avec la formation du personnel soignant à la promotion de la santé maternelle et néonatale. Enfin, avec le soutien financier d'actions communautaires visant à améliorer l'accès des femmes enceintes aux centres de santé (par exemple l'acquisition et l'utilisation de moyens de transport fiables et la mise en place de foyers d'accueil).

Après la mise en place de ces dispositifs (qui ont fait l'objet de l'émission *Esprit solidaire* de décembre 2024, voir en page 14), la proportion d'accouchements assistés par du personnel qualifié est passée de 89,7% en 2020 à 97% en 2024. Et le nombre de participant-e-s à des actions pour améliorer leur santé et celle de leurs enfants est en augmentation (484 285 personnes en 2024). ■





FGC – RAPPORT ANNUEL 2024

PROJET DE DÉVELOPPEMENT

Renforcer l'inclusion scolaire des enfants en situation de handicap

En partenariat avec Los Angelitos



SALVADOR



construire la paix ensemble



© Eirene Suisse

Au Salvador, la situation des personnes en situation de handicap, qui représentent 7,4 % de la population dont 36 % vivent en milieu rural, est précaire en matière de traitement comme d'accès aux services de santé, au logement, à l'éducation et à l'emploi. De nombreux obstacles freinent la scolarisation des enfants et des jeunes en situation de handicap, en particulier dans les régions rurales. Pour favoriser leur inclusion scolaire et sociale, Eirene Suisse appuie un projet mené par son association partenaire Los Angelitos : dans quatre régions, il vise à renforcer les connaissances des familles et des professionnel-le-s de l'éducation pour améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement inclusif.

Le projet repose sur trois axes principaux : la sensibilisation des familles affiliées à l'importance de l'éducation formelle pour leurs enfants, la formation des enseignant-e-s du système public et des promoteur-trice-s

communautaires aux pratiques pédagogiques adaptées et un travail de plaidoyer auprès des autorités concernées. Un volontaire, enseignant spécialisé, accompagne pendant trois ans Los Angelitos dans le développement et la consolidation d'une méthodologie effective d'éducation inclusive ainsi que la structuration des dispositifs de soutien aux élèves. Ce travail servira à faire évoluer les pratiques des établissements publics et fera office d'outil de plaidoyer.

À travers ce projet, plus de 200 enfants et jeunes, ainsi que leurs familles, bénéficient d'un encadrement scolaire et social adapté. En parallèle, une cinquantaine d'enseignant-e-s du système public sont formé-e-s aux approches de l'enseignement inclusif, contribuant ainsi à un changement durable des pratiques éducatives. ■





Pour célébrer ses 40 ans, emp'ACT fait des vagues

En partenariat avec l'Université de Genève, Geneva Water Hub et Alternatiba



SUISSE

emp'ACT
initiatives solidaires
et durables



Pour célébrer ses 40 ans, emp'ACT a organisé en 2024, sous le titre « Tous droits à l'eau. Faisons des vagues! », une série de manifestations sur le thème de l'eau et de l'accès à cette ressource vitale pour les populations vulnérables. Avec la justice environnementale, ce sujet constitue l'un des trois axes d'action de l'ONG.

Événement phare de l'année, une table ronde organisée en septembre à l'Université de Genève (Unige) a rassemblé 70 personnes et peut être vue en replay sur le site d'emp'ACT. Cet événement a permis une discussion sur l'eau en tant que bien commun et droit humain fondamental face aux pressions dues aux activités humaines et au changement climatique ; il a également mis en lumière l'expertise d'emp'ACT et de ses partenaires de terrain, au Pérou et en Colombie, dans la gestion communautaire de l'eau, la préservation des ressources naturelles et la reconnaissance du rôle des

femmes dans la gestion des ressources hydriques. Parmi les intervenant·e·s : Pedro Arrojo-Agudo, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement, ainsi que Géraldine Pflieger, directrice de l'Institut des sciences de l'environnement à l'Unige. La soirée s'est achevée par une performance artistique du Global Water Dances Geneva.

Emp'Act a également participé à une soirée à Carouge pour les 40 ans de la Commission de l'aide aux pays en développement (APED), au cours de laquelle un film a montré le projet au Pérou promouvant le rôle des femmes des hauts plateaux andins dans la gestion de l'eau.

L'enjeu du droit à l'eau a fait l'objet d'une émission *Esprit solidaire* (lire en page 14). ■





Bonnes pratiques dans l'accès aux soins pour les personnes vulnérables au VIH/sida

En partenariat avec l'Institut pour le développement humain-Bolivie (IpDH)



BOLIVIE

Centrale
Sanitaire
Suisse



En 2025, l'Institut pour le développement humain-Bolivie (IpDH) a publié, avec le soutien de la CSSR, un document de capitalisation intitulé *Expériences et bonnes pratiques en matière d'accès aux soins pour les personnes vulnérables au VIH/sida*.

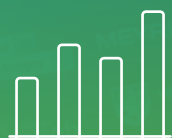
Cinq bonnes pratiques sont mises en avant. Premièrement, la prévention massive est considérée comme une stratégie efficace contre l'épidémie de VIH ; un fort accent étant placé sur une approche communautaire pour mieux prendre en compte les réalités des personnes vivant avec le VIH/sida et des populations vulnérables à cette maladie. Deuxièmement, la formation du personnel de santé sur les droits humains est considérée comme un élément clé pour contenir l'épidémie ; en plus de la transmission de connaissances sur le plan clinique, la sensibilisation du personnel médical aux droits des personnes vivant avec le VIH/sida et des populations vulnérables permet de

déconstruire les préjugés liés à cette maladie. Troisièmement, un processus d'*empowerment* permet à celles et ceux qui sont concernés par la maladie de lutter contre les discriminations et d'exercer leurs droits, comme l'accès à la santé. Certaines personnes sont ainsi devenues éducatrice-s pairs ou leaders dans la défense des droits, d'autres ont participé à des espaces de prise de décision dans les équipes de travail. Quatrièmement, la mise en place de services de santé adaptés permet de répondre aux besoins non satisfaits par les services de santé publique. Enfin, des activités de plaidoyer sont nécessaires pour obtenir la mise en œuvre de politiques publiques de lutte contre le VIH. Autant d'expériences et de leçons apprises, partagées avec les OM de la FGC. ■



3

Informations institutionnelles



Logos des collectivités publiques partenaires de la FGC.

PARTENAIRES AVEC ACCORD-CADRE

PARTENAIRES SANS ACCORD-CADRE



Renouvellement d'accords-cadres en vue de la période 2025-2028

Dernière année de la période quadriennale, 2024 a été marquée par de nombreuses rencontres et échanges avec les collectivités publiques partenaires de la FGC afin de tirer le bilan de la période, valider la nouvelle stratégie pour 2025-2028 et finaliser les accords-cadres de financement des prochaines années. Les contacts ont été particulièrement importants avec :

- le Canton de Genève à travers le Service de la solidarité internationale (SSI) ; la FGC a également été auditionnée par la Commission des finances du Grand Conseil avant l'adoption, en décembre 2024, du projet de loi accordant une contribution financière de 3 millions de francs à la FGC (voir l'infographie en page 36) ;
- la Ville de Genève via la Délégation Genève Ville solidaire (DGVS), avant l'adoption de la convention de subventionnement de 2,5 millions de francs par le Conseil municipal en décembre 2024 (voir l'infographie en page 36) ;
- la Confédération représentée par la Direction pour le développement et la coopération (DDC). Pour la première fois, la demande de contribution financière est passée par l'intermédiaire du FEDERESO (lire en page suivante) ;
- les communes d'Aire-la-Ville, de Bernex, Carouge, Cologny, Confignon, Grand-Saconnex, Lancy, Onex, Plan-les-Ouates, Meyrin, Satigny, Thônex, Vernier, Versoix, Veyrier et l'Association des communes genevoises (ACG).

En 2024, 28 collectivités publiques partenaires ont confié une partie ou la totalité de leurs fonds consacrés à la solidarité internationale à la FGC, déléguant ainsi au Secrétariat et à ses instances l'analyse et le suivi des projets. Entretenir des relations de confiance avec elles est essentiel pour la FGC puisqu'elles financent les projets de développement, d'information et de partage des savoirs proposés par ses organisations membres.

Précieux partenariats

Pour permettre à la FGC d'assurer le travail d'évaluation et de suivi des projets que les collectivités publiques partenaires lui confient, la majorité d'entre elles participe également à ses frais de fonctionnement. Les contributions des collectivités publiques genevoises ayant augmenté sur la période 2021-2024, plusieurs ont accepté d'augmenter leur apport à ces frais, ce dont nous leur sommes vivement reconnaissant·e·s.

Nous remercions très chaleureusement les collectivités publiques partenaires de longue date ainsi que les communes genevoises récemment associées à la FGC, à l'instar d'Aire-la-Ville qui, par leur confiance, donnent les moyens, à la Fédération et à ses OM, de poursuivre leurs activités d'information à Genève et de coopération au développement sur le terrain. Sans elles, la mission de la FGC ne pourrait pas s'accomplir. ■



Renforcement du FEDERESO en 2024

C'était une première. Les sept fédérations réunies au sein du FEDERESO (le Réseau des fédérations cantonales de coopération internationale de Suisse latine) ont travaillé conjointement sur la rédaction de la demande de contribution financière à la Direction pour le développement et la coopération (DDC) pour les années 2025-2028.

La FGC (Genève), la Fedevaco (Vaud), la FICD (Jura et Berne francophone), la FOSIT (Tessin et partie italophone des Grisons), Latitude 21 (Neuchâtel), Fribourg-Solidaire et Valais Solidaire font partie du FEDERESO. Celui-ci représente 250 organisations de développement et plus de 200 expert-e-s bénévoles au sein des différentes commissions. Les fédérations entretiennent des liens privilégiés avec les collectivités publiques, en particulier les 122 communes ou cantons partenaires qui allouent des fonds, auxquels s'ajoutent ceux de la DDC. La coordination du FEDERESO est assurée à mi-temps par Antonella Simonetti, rattachée à la FGC.

En raison des coupes budgétaires décidées lors des débats parlementaires de décembre 2024 sur la Stratégie de coopération

internationale de la Suisse pour 2025-2028 et des économies prévues dans le budget fédéral ces prochaines années, le montant de la contribution de la DDC pour 2025 s'inscrit à la baisse à hauteur de 10,5% par rapport à la période précédente (soit -462 000 francs). Un premier contrat a été signé pour 2025. Les discussions se poursuivent pour les trois années suivantes.

La force du bénévolat

Cette situation n'empêche pas le FEDERESO de poursuivre sa mission en s'appuyant sur des forces salariées et bénévoles de haut niveau. Comme les autres fédérations, la FGC ne pourrait exister sans le travail bénévole de niveau professionnel d'une cinquantaine d'expert-e-s, qui siègent dans ses instances et lui offrent leur temps comme leurs compétences (voir page suivante). Nous les remercions sincèrement. Cet engagement est estimé à 7000 heures, correspondant à quatre équivalents plein temps. Le travail des instances permet d'évaluer les projets de développement, d'information et de partage des savoirs, de les clôturer et de définir les orientations stratégiques de la FGC. ■



INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

INSTANCES BÉNÉVOLES

CONSEIL

Dominique Rossier Présidente
Renate von Davier Vice-présidente
Christiane Bruttin
Ester Dross
Serge Ghinet
Isabelle Milbert (jusqu'au 05.12.2024)
Pierre Louis Monteil
Pierre Olivier
Frédéric Renevey
Christophe Roduit
Anne Simon
Liliana Soler-Gomez
Stanislas Zuin

COMMISSION DE CONTRÔLE
FINANCIER DES PROJETS

Renate von Davier
Représentante du Conseil
Serge Ghinet
Suppléant de la représentante du Conseil
Daniel Fino
Représentant de la Commission
de contrôle financier des comptes
(jusqu'au 05.12.2024)
Ursula Forero
Représentante de la Commission
technique (CT)
Leny Mora-Monteros
Suppléant pour la Commission de
contrôle financier des comptes
Éveline Merlach
Suppléante de la représentante de la CT
(jusqu'au 18.04.2024)
Léa Oswald
Suppléante de la représentante de la CT
(dès le 18.04.2024)
Céline Wilhelm
Représentante de la Commission de
contrôle financier des comptes (dès le
05.12.2024)
Un-e membre du Secrétariat
participe aux travaux de la
commission avec voix
consultative

COMMISSION DE CONTRÔLE
FINANCIER DES COMPTES

Daniel Fino (jusqu'au 05.12.2024)
Leny Mora-Monteros
Céline Wilhelm (dès le 05.12.2024)

COMMISSION TECHNIQUE (CT)

Ester Dross Coprésidente
Liliana Soler-Gomez
Coprésidente
Mama Anne (jusqu'au 05.12.2024)
Ivan Bartolini
Florian Bielser
Luna Caicedo Gómez
(dès le 05.12.2024)
Cari Clemente
Chloé Collier (dès le 18.04.2024)
Mihaela Darii Sposato
(jusqu'au 05.12.2024)
Marion Dunand
Ursula Forero
Aurélien Ghose
Luna Iacopini (jusqu'au 18.04.2024)
Gnamien Béatrice Keller
(jusqu'au 05.12.2024)
Wassila Mansouri (dès le 05.12.2024)
Philippe Martignano
Éveline Merlach
(jusqu'au 18.04.2024)
Richard Mukundji
Earl Noelte
Victoire Eghmanong Ehet
Léa Oswald
Nina Quintas
Kolou Studer (dès le 05.12.2024)
Edwige Yapo (jusqu'au 18.04.2024)

COMMISSION D'INFORMATION

Christiane Bruttin Présidente
Héloïse Amez-Droz
(dès le 05.12.2024)
Carole Ballanfat (dès le 18.04.2024)
Gladys Corredor
Bruno Medroa
Adrien Messein-Carrard
(dès le 18.04.2024)
Raffaele Morgantini
Martyna Olivet
Marion Petrocchi
Sonia Rodriguez
Marina Tognola

COMMISSION DU
PARTAGE DES SAVOIRS

Pierre Louis Monteil
Président et représentant du Conseil
(dès le 05.12.2024)

Isabelle Milbert
Présidente et représentante du Conseil
(jusqu'au 05.12.2024)
Serge Ghinet
Suppléant de la représentante du Conseil
Christiane Bruttin
Représentante de la Commission
d'information (CI)
Christiane Gradis-Johannot
Béatrice Keller (dès le 05.12.2024)
Earl Noelte Représentant de la CT
Léa Oswald
Suppléante du représentant de la CT
Alejandro Mackinnon
Juliette de Montmollin
Olivier Grobet
Jean-Dominique Jacquemet

PERSONNEL SALARIÉ

En 2024, le Secrétariat était
composé de 10 personnes
(9 collaborateur-trice-s, un
civiliste), soit 7,3 postes fixes
en équivalents plein temps.

SECRÉTARIAT

Catherine Schümperli
Younossian Secrétaire générale 100 %
Florian Tissot Secrétaire exécutif 80 %
Émilie Anderson Mottier
Coordinatrice des projets de
développement 90 %
Michaela Büschi
Coordinatrice du partage
des savoirs 80 %
Bruno Carvas
Chargé de la comptabilité et de
l'administration 80 %
Carol Dolorier de Haller
Coordinatrice des projets d'information
60 % (dès le 15.03.2024)
Catherine Dubouloz Chantre
Chargée de communication 90 %
Marjolaine Rion
Coordinatrice des projets de
développement 90 %
Ophélie Vigneau
Adjointe de la secrétaire générale 60 %
(dès le 07.10.2024)
Antonella Simonetti
Coordinatrice du FEDERES0 50 %, rattachée administrativement à la FGC
Simon Chappatte, Raphael Salib
et Adrien Quiroz Civilistes



Les contributions reçues en 2024

Les contributions des collectivités publiques reçues par la FGC s'élèvent, en 2024, à 14 530 167 CHF. S'y ajoutent 632 168 CHF (4,17 %) de recettes diverses pour atteindre 15 162 335 CHF de recettes totales, dont les cotisations des membres, le remboursement des fonds à réaffecter et des recettes propres comme des revenus locatifs².

Les contributions versées, en 2024, par la FGC pour les projets (développement, information et partage des savoirs) se répartissent comme suit :

- Pour les **projets de développement** : 13 039 100 CHF pour 109 projets et trois plans d'action
- Pour les **projets d'information en Suisse** : 267 049 CHF pour dix projets
- Pour les **projets de partage des savoirs** : 157 641 CHF pour cinq projets et le soutien à la Plateforme Souveraineté alimentaire (PSA) pour un montant de 24 951 CHF.

Les frais de fonctionnement représentent 8,38 % des dépenses totales de la FGC. Ils comprennent les salaires du Secrétariat, le loyer et l'entretien des bureaux, ainsi que les frais des instances de la FGC.

Ils ont été couverts par la DDC, le Canton et la Ville de Genève, ainsi que par les communes de Bernex, Carouge, Chêne-Bougeries, Chêne-Bourg, Collonge-Bellerive, Cologny, Lancy, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Thônex, Vernier et Versoix. Ce soutien est essentiel puisqu'il permet à la FGC d'assumer les fonctions d'accompagnement, de formation et de suivi qui garantissent la qualité des projets soutenus. ■

RÉPARTITION DES CONTRIBUTIONS REÇUES EN 2024

CONFÉDÉRATION (DDC)



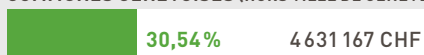
CANTON DE GENÈVE



VILLE DE GENÈVE



COMMUNES GÉNEVOISES (HORS VILLE DE GENÈVE)

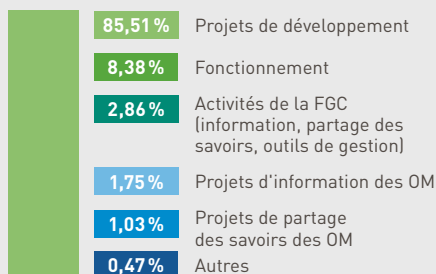


AUTRES



TOTAL 15 162 335 CHF

DÉPENSES DE LA FGC EN 2024



TOTAL DES DÉPENSES (résultat financier inclus) : 15 249 043 CHF

² Se référer aux États financiers 2024 de la FGC.



Bilan au 31.12.2024 (en CHF)

ACTIF	2024	2023
ACTIFS CIRCULANTS	1 129 217	905 790
Liquidités	98 719	767 077
– PostFinance	97 994	766 637
– Banque CLER	206	266
– Banque CLER – Compte DDC	46	106
– Banque BCGE	425	21
– Caisse	48	47
Créances à court terme	151 148	138 713
– Débiteurs divers	16 729	15 290
– Participation financière à recevoir	134 419	123 423
Comptes de régularisation d'actifs	879 351	0
– Actifs transitoires	879 351	0
ACTIFS IMMOBILISÉS	344 139	322 527
– Parts sociales	500	500
– Garanties de loyer et cautionnements	33 165	34 436
– Immobilisations corporelles	21 309	31 145
– Immobilisations incorporelles affectées	289 165	256 446
TOTAL ACTIFS	1 473 357	1 228 316
PASSIF		
ENGAGEMENTS À COURT TERME	390 599	58 850
– Contributions à verser aux organisations membres	380 535	0
– Créanciers divers et passifs transitoires	10 064	58 850
FONDS AFFECTÉS	605 669	684 150
– Fonds DDC affectés aux projets	0	63 992
– Fonds DDC affectés au partage des savoirs	0	18 062
– Fonds DDC affectés aux « Études et bilans »	0	50 000
– Fonds de l'État de Genève affectés aux projets	0	0
– Fonds de la Ville de Genève affectés aux projets	0	0
– Fonds communes genevoises (hors Ville de Genève) affectés aux projets	164 120	183 517
– Fonds projets à réaffecter	218 295	99 130
– Fonds pour l'information	0	503
– Fonds coordination renforcée du FEDERESO	4 200	5 309
– Fonds outils informatiques	219 053	263 636
CAPITAL LIBRE	477 089	485 316
– Capital en début d'exercice	485 316	495 842
– Résultat annuel de l'exercice	-8 227	-10 526
– 75 % de la part État de Genève sur bénéfice à affecter aux projets	–	–
– Capital après déduction de la part-bénéfice	477 089	485 316
TOTAL PASSIF	1 473 357	1 228 316



Compte d'exploitation 2024 (en CHF)

PRODUITS	2024	2023
PRODUITS AFFECTÉS		
Fonds projets de développement et projets d'information	12 967 526	12 279 717
– DDC	3 624 930	3 630 000
– État de Genève	2 670 000	2 610 000
– Ville de Genève	2 218 250	2 168 250
– Communes genevoises (hors Ville de Genève)	4 454 346	3 871 467
Fonds pour l'information	113 024	105 928
– État de Genève	30 000	30 000
– Ville de Genève	36 750	36 750
– Communes genevoises (hors Ville de Genève)	45 842	39 178
– Participation FGC sur les cotisations des membres	432	0
– Recettes diverses	0	0
Fonds partage des savoirs	268 211	300 000
– DDC	268 211	300 000
Coordination renforcée du FEDERESO	70 000	70 000
– DDC	35 000	35 000
– Contributions des fédérations cantonales	35 000	35 000
Outils informatiques de gestion	100 000	158 648
– Cotisations des membres	100 000	89 386
– Participation FGC	0	69 262
– Fonds privés	0	0
Fonds à réaffecter rendus par les organisations membres	374 090	319 444
Fonds affectés au fonctionnement	471 859	435 000
– DDC	471 859	435 000
TOTAL DES PRODUITS AFFECTÉS	14 364 710	13 668 737
PRODUITS NON AFFECTÉS		
Contributions du secteur public au fonctionnement :	674 979	690 842
– État de Genève	300 000	360 000
– Ville de Genève	244 000	245 000
– Communes genevoises (hors Ville de Genève)	130 979	85 842
Total autres recettes	122 646	98 997
– Cotisations des membres	151 752	141 728
– Affectation des cotisations des membres aux fonds affectés	-100 432	-89 386
– Revenus locatifs	47 244	39 370
– Autres recettes diverses (dont indemnités remboursées)	24 082	7285
TOTAL DES PRODUITS NON AFFECTÉS	797 625	789 839
TOTAL PRODUITS	15 162 335	14 458 576



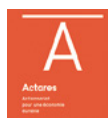
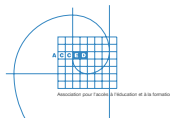
Compte d'exploitation 2024 (en CHF)

DÉPENSES	2024	2023
DÉPENSES SUR PROJETS	-13 971 333	-12 929 873
Projets de développement et projets d'information	-13 306 149	-12 322 750
Fonds pour l'information	-113 218	-107 670
Fonds partage des savoirs	-336 273	-250 753
– Frais de personnel sur partage des savoirs	-125 304	-118 684
– Activités et projets «Échanges et apprentissages»	-78 134	-132 069
– Activités et projets «Études et bilan»	-132 835	0
Coordination renforcée du FEDERESO	-71 109	-70 918
Outils informatiques de gestion	-144 583	-177 782
– Frais de personnel sur outils informatiques de gestion	0	-92 300
– Coûts de déploiement de la solution informatique	0	0
– Amortissement	-144 583	-85 482
FONCTIONNEMENT	-1 277 440	-1 234 647
Frais de personnel	-999 477	-876 469
– Administratif et gestion	-469 238	-405 563
– Suivi institutionnel et consolidation des partenariats	-21 013	-20 499
– Analyse et suivi des projets de développement	-274 837	-241 286
– Information, sensibilisation (y compris suivi des projets)	-234 389	-209 122
Loyer et frais généraux	-123 498	-114 245
Matériel, mobilier, équipement	-335	-14 909
Frais administratifs et informatiques	-35 636	-52 207
Allocation au fonds outils informatiques de gestion	0	-69 262
Frais de fonctionnement des commissions	-40 855	-51 762
Mission/formation continue du Secrétariat	-21 474	-4 084
Contributions aux réseaux institutionnels	-25 250	-23 050
Contrôles financiers des comptes	-21 080	-20 463
Amortissement mobilier	-9835	-8196
Allocation au fonds pour l'information	0	0
Suivi et contrôle des projets	0	0
Pertes sur débiteurs	0	0
TOTAL DÉPENSES	-15 248 773	-14 164 520
Résultat d'exploitation	-86 437	294 057
– Résultat financier	-271	-719
– Résultat hors exploitation	0	0
– Résultat exceptionnel (Covid-19)	0	0
Résultat avant variation des fonds	-86 708	293 338
– Attributions aux fonds	-14 364 710	-13 668 737
+ Utilisations des fonds	14 443 192	13 364 873
RÉSULTAT ANNUEL	-8227	-10 526
75% de part État GE sur résultat annuel à affecter aux projets	–	–
RÉSULTAT NET	-8227	-10 526

61

organisations membres de la FGC

Au 31 décembre 2024, la Fédération
comptait 61 organisations membres.
L'association GRAD's a démissionné
en novembre 2024.





ASACH



FILMAR en América Latina



eirene Suisse
construire la paix ensemble

LE BALAFON
magasin du commerce équitable



les jardins de
CAGAGNE
Solidarité Nord et Sud



KOMBIT



Rise Uganda
solidarité internationale



solidar suisse
Genève

Traditions pour Demain
Tradiciones para el Mañana - Traditions for Tomorrow



urbatTonde
des villes durables par et pour les habitants





Liste détaillée des OM

AccEd, Association pour l'accès à l'Éducation et à la Formation	ACCE	www.acced.ch
Actares, Actionnariat pour une économie durable	ACTA	www.actares.ch/fr
ADAP, Association pour le développement des aires protégées	ADAP	www.adap.ch
Aide suisse à l'action communautaire en Haïti	ASAC	–
ASED, Action solidaire pour l'éducation et le développement	ASED	www.asedswiss.org
Assafi, Association d'appui aux femmes ituriennes – RD Congo	ASSA	www.assafi.org
Association Bambi	BAMB	www.association-bambi.ch
Association CEAS – Genève (AS-CEAS)	CEAS	www.ceas.ch/s-engager/devenir-membre-asceas.html
Association de solidarité Nicaragua – El Salvador	ANS	www.ans-ge.ch
Association Kallpa – Genève	KALL	www.kallpa.ch
Association Kombit	KOMB	–
Association La Florida – Pérou	FLOR	–
Association Suisse-Cameroun	ASC	–
Assotic, Association de soutien au Théâtre des Intrigants – Congo	ASSO	www.assotic.ch
AWRA, Afghanistan's Women Rights Association	AWRA	www.awra.ch
Centrale sanitaire Suisse romande	CSSR	www.css-romande.ch
Centre Europe-Tiers Monde (CETIM)	CETI	www.cetim.ch
Cinéma des Trois Mondes	CTM	www.filmar.ch
Commission tiers-monde de l'Église catholique	COTC	www.cotmec.ch
E-CHANGER – Genève	ECHA	www.e-changer.org
Ecohumanita	ECOH	www.ecohumanita.ch
Eirene	EIRE	www.eirenesuisse.ch
emp'ACT (anciennement Genève Tiers-Monde)	EMPA	www.emp-act.ch
Enfants du Monde	EDM	www.edm.ch
Espace Femmes International	EFI	www.esfemint.ch
FH Suisse	FH	www.fh-suisse.ch/fr/
Fondation Ciomal	CIOM	www.ciomal.org
Fondation le Balafon	BALA	www.lebalafon.ch
FdnF (Frères de nos Frères)	FDNF	www.fdnf.org
Glocal	GLOC	www.associationglocal.com
Graine de Baobab – Burkina	BAOB	www.grainedebaobab.org



ORGANISATIONS MEMBRES

Helvetas, section de Genève	HELV	www.helvetas.org
Humanitel	HUMA	–
IDH Suisse, Institut pour le développement humain	IDH	www.idhsuisse.ch
Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)	IHEID	www.graduateinstitute.ch
IREC, Innovations et réseaux pour le développement	IREC	www.ired.org
IRHA, Alliance internationale pour la gestion de l'eau de pluie	IRHA	www.irha-h2o.org
Kaicedra	KAIC	www.kaicedra.org
Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud	JACO	www.cocagne.ch/c58/la-cooperative/solidarite-sud
Madre Tierra Suisse	MADR	www.madretierrasuisse.org
Magasins du Monde – Genève	MAGM	www.mdm.ch
Mouvement Populaire des Familles – Genève	MPF	www.mpf-ch.org
MCI, Mouvement pour la coopération internationale	MCI	www.mcifgc.ch
Omoana Genève	OMOA	www.omoana.org
Philea	PHIL	www.philea.coop
Public Eye	PUBL	www.publiceye.ch
RAFAD, Recherches et applications de financements alternatifs au développement	RAFA	–
Rise Uganda	RISE	www.riseuganda.ch
Secodev	SDEV	www.secodev.ch
Société religieuse des Amis en Suisse, Quakers – Genève	QUAK	www.swiss-quakers.ch
Solidar Suisse Genève	SOLI	www.solidar.ch/fr/a-propos/equipe/solidar-suisse-geneve
SuisseDev, Association suisse de développement en Afrique subsaharienne (anciennement ASVD)	SUDE	www.suissedev.org
Swissaid Genève	SWGE	www.swissaid.ch/fr/associations/geneve
Commission de la solidarité internationale du SIT	SIT	www.sit-syndicat.ch
Tereo (anciennement Tourism for Help)	TERE	www.tereo.ch
Terre des Hommes Suisse	TDH	www.terredeshommessuisse.ch
Traditions pour Demain	TRAD	www.tradi.info
Unis avec Le Togo	UAT	www.uatsuisse.ch
Uniterre, Commission internationale	UNIT	www.uniterre.ch
UrbaMonde	URBA	www.urbamonde.org
Utopie Nord-Sud	UNS	www.utopie-nord-sud.ch

IMPRESSUM

FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION

Rapport annuel 2024

ÉDITRICES

Catherine Schümperli Younossian
(secrétaire générale)
Dominique Rossier
(présidente)

RÉDACTRICE RESPONSABLE

Catherine Dubouloz Chantre
(chargée de communication)

MAQUETTE ET MISE EN PAGE

Sophie Marteau

IMPRESSION

ATAR Roto Presse SA Genève
Imprimé à 800 exemplaires
sur du papier certifié FSC
100 % recyclé.
Genève, juin 2025



FEDERATION GENEVOISE DE COOPÉRATION

Mettons le monde en mouvement

CONTACT

- 📍 Fédération genevoise
de coopération (FGC)
Rue Rothschild 22 A, 1202 Genève
- ☎ +41 22 908 02 80
- ✉ fgc@fgc.ch
- 🌐 www.fgc.ch
- 📘 www.facebook.com/fgcgeneve
- 📷 www.instagram.com/fgcgeneve
- 🌐 www.linkedin.com/company/
fgcgeneve/
- 📺 Fédération genevoise
de coopération FGC

